

DEMANDE MONDIALE ET EXPORTATIONS FRANÇAISES

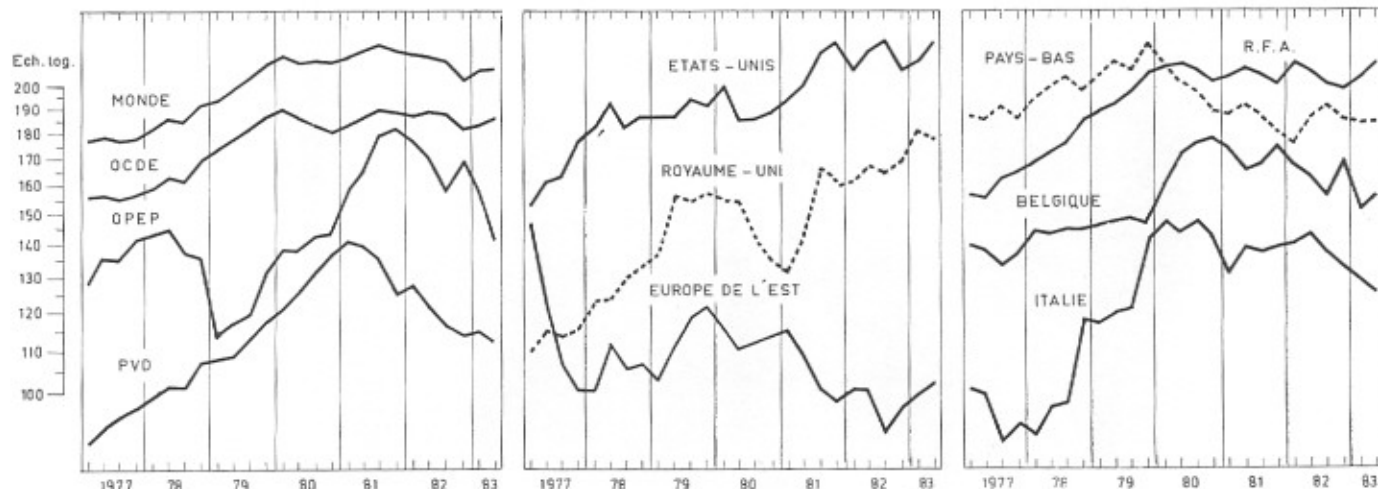
L'économie française est devenue très sensible aux fluctuations de ses exportations, car sa production de biens dits « manufacturés », c'est-à-dire de produits industriels finis, est maintenant exportée dans la proportion de 35 %, alors que ce pourcentage n'était que de 15 en 1965. Il importe donc de savoir dans quelle mesure ces fluctuations sont dues à ce qu'il advient à l'étranger d'une part, à des comportements français d'autre part. C'est à quoi les diagrammes de cet article, dont les données ont été calculées par le département des Diagnostics de l'O.F.C.E., permettront de répondre. Les indices de demande représentent les variations des importations (en volume) de produits manufacturés par chaque zone géographique.

La demande mondiale

De 1950 jusqu'à la fin de 1979 la croissance de la demande mondiale avait été à peu près régulière, avec seulement une forte mais brève interruption au second semestre 1974. Cette demande a crû de façon particulièrement rapide de 1977 à 1979. Elle a été stationnaire en 1980 et 1981, puis a fléchi de 4 % au cours de l'année 1982 et n'a fait que se stabiliser au premier semestre 1983. Et ses variations ont résulté d'amples mouvements des importations, très différents selon les pays considérés (diagramme I).

Cette stagnation, puis ce déclin de la demande mondiale, ainsi que les perturbations survenues dans les directions des flux commerciaux ont créé de graves difficultés à tous les pays industriels. Celles que la France a, de ce fait, rencontrées et rencontre encore ont-elles été plus grandes que ne le donnerait à penser la courbe de la demande mondiale ? Les importations de produits manufacturés ayant évolué différemment selon les pays, il peut se faire que, en raison de la répartition géographique traditionnelle des exportations françaises, les variations de la demande adressée à la France diffèrent de celles de la demande mondiale. On pourrait penser que ce fut en un sens défavorable au cours des deux dernières années. En effet les exportations françaises sont faibles vers les pays où la demande a récemment augmenté ou s'est maintenue (sauf vers l'Allemagne), tandis que, à raison des trois quarts environ, elles vont vers ceux dont les importations de produits manufacturés ont assez fortement diminué. Néanmoins, lorsqu'on confronte la courbe de la demande étrangère de produits manufacturés s'adressant à la France (calculée compte tenu de la répartition des exportations françaises entre l'ensemble des pays importateurs) (diagramme II) à la courbe de la demande mondiale (diagramme I), on voit qu'elle en diffère fort peu.

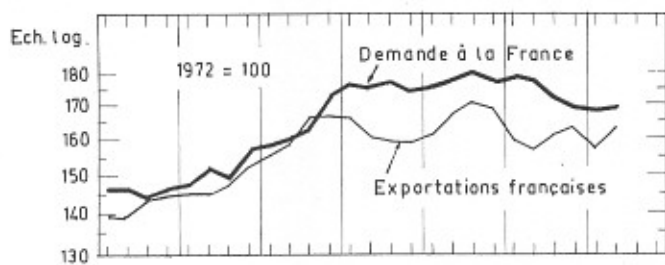
I. DEMANDE DE PRODUITS MANUFACTURÉS ÉTRANGERS



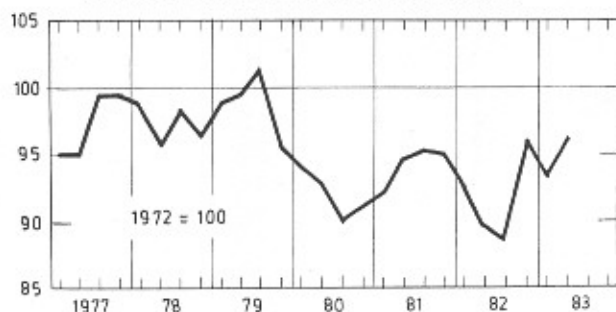
Les parts de marché

Si la France avait gardé constamment les mêmes parts de marché chez ses clients, la courbe des exportations françaises de produits manufacturés (diagramme II) serait la même que celle de la demande étrangère de produits manufacturés, et cette demande serait seule responsable

II. DEMANDE ET EXPORTATIONS



III. PARTS DE MARCHÉS DE LA FRANCE



des variations des exportations françaises. En fait, alors que ces deux courbes sont analogues de 1977 jusqu'au 4^e trimestre 1979 et se trouvent pendant ce temps aux mêmes niveaux par rapport à l'année de base 1972, elles diffèrent sensiblement ensuite. Depuis la fin de 1979 la courbe des exportations se situe toujours au-dessous de celle de la demande et elle s'en écarte particulièrement en deux périodes : du 2^e trimestre 1980 au 1^{er} trimestre 1981 et du 1^{er} au 3^e trimestre 1982. Un écart accru entre les deux courbes signifie que les exportateurs perdent des parts de marché.

La courbe du diagramme III trace le rapport entre l'indice des exportations françaises de produits manufacturés et celui de la demande étrangère de ces mêmes produits. Toute baisse de la courbe signifie une perte de parts de marché. Il apparaît ainsi que la faiblesse des exportations depuis 1979 ainsi que leur baisse sensible en 1980 et de nouveau au début de 1982 ne sont pas dues seulement à la demande étrangère, mais aussi à une moindre pénétration des exportations françaises sur les marchés étrangers.

La leçon de cela est qu'il serait dangereux de se borner à attendre d'un renouveau de demande étrangère une reprise de nos exportations. Des prix plus compétitifs, une meilleure adaptation à la nature des besoins manifestés au dehors et de plus grands efforts commerciaux à l'étranger sont manifestement nécessaires.

Jean-Marcel JEANNENEY

VIVE REPRISE AUX ÉTATS-UNIS, MAIS...

La reprise américaine surprend par sa vigueur depuis deux trimestres. Conduira-t-elle pour autant à une croissance soutenue et durable ? Les causes de cette reprise incitent en fait à beaucoup de prudence.

Depuis le creux de la récession (fin 1982), le rythme de croissance de la production industrielle (11,6 %) s'est révélé finalement plus rapide que lors des deux précédentes reprises (1975 et 1981). C'est la réponse aux poussées de demande qu'ont exercé successivement tous les agents intérieurs.

Dès le début de l'année l'État a passé d'importantes commandes de matériel de transport pour l'armée. Les dépenses militaires resteront soutenues jusqu'à la fin de l'année mais n'auront pas le même effet d'entraînement l'an prochain.

Ensuite les ménages ont répondu favorablement à la baisse des taux d'intérêt, accentuant au cours du premier semestre la demande de logements déjà importante. Ils ont aussi assuré le soutien principal de la croissance du Pnb au deuxième trimestre en augmentant leur consommation dans des proportions nettement supérieures à celles de leur revenu ; le taux d'épargne est ainsi descendu en dessous de 4 %. Mais cette baisse, rendue possible par l'imminence des remboursements liés aux réductions d'impôts et par l'amélioration du climat économique, est déjà suivie du mouvement inverse. Par ailleurs le revenu disponible s'est amélioré au cours de cette même période grâce à l'augmentation de la masse salariale, liée à celle du nombre d'emplois. Mais la poursuite de ce rythme n'est pas envisagée pour les trimestres à venir.

Les entreprises, qui, l'an passé, avaient fortement réduit leurs stocks, en ont moins ressenti le besoin à partir du début de l'année, ce qui a contribué à stimuler la production industrielle. Des profits ont été dégagés dès le premier trimestre 1983, grâce à l'assainissement en cours de l'appareil productif, à la modération des coûts et au caractère accommodant de la législation fiscale. En conséquence les projets d'investissement étant révisés à la hausse, la formation brute de capital fixe productif a cessé de baisser dès le deuxième trimestre. Mais ce dynamisme risque d'être freiné l'an prochain, car la période actuelle de relative détente des taux d'intérêt, dont les fluctuations sont en partie rythmées par le financement du déficit budgétaire, pourrait s'interrompre vers la fin de l'année, en raison d'importantsancements d'emprunts publics, et laisser place ensuite à de nouvelles tensions si la demande privée se renforce.

En définitive une part de la reprise actuelle tient à la détente des taux d'intérêt nominaux, une autre résulte de l'action délibérée de l'État qui a réduit l'impôt et accru ses dépenses. Si le financement présent des largesses publiques qui soutiennent la demande ne pose pas encore de problèmes, il n'en serait pas de même de leur poursuite à l'avenir.

Sabine MATHIEU
Chargée d'études à l'OFCE

INTERROGATIONS FRANÇAISES

A lire nombre de prévisions énoncées à la veille des congés, on s'acheminait rapidement vers une forte baisse de l'activité en France qui ne manquerait pas de relancer immédiatement le chômage. A tel point que des doutes nombreux s'élevaient sur la nécessité d'une thérapeutique aussi sévère au moment où des signes de reprise plus manifestes apparaissent à l'étranger. Qu'en est-il à la rentrée ? S'il est encore trop tôt pour s'appuyer sur des données statistiques, tout un ensemble d'éléments montre que le climat reste très médiocre, mais que le pire n'est certes pas déjà là.

Selon des indicateurs partiels disponibles la production aurait commencé à se réduire en août. Mais la baisse resterait de faible ampleur et porte sur un mois peu significatif. On ne peut donc encore ni infirmer ni confirmer les prévisions des industriels qui en juillet dernier laissaient attendre une diminution d'environ 3 % à 4 % jusqu'en octobre. Rappelons simplement que ces prévisions ne peuvent être utilisées sans précaution, étant parfois biaisées par l'optimisme ou le pessimisme ambiant. Plutôt que de se fier uniquement à celles-ci, qui se fondent plutôt sur des anticipations de demande, il est parfois plus sûr de voir quels remèdes les chefs d'entreprise envisagent d'employer pour régler leurs problèmes de trésorerie. Or, malgré des difficultés réelles, relativement peu d'entre eux privilégiaient au printemps dernier la réduction de leur propre activité.

Les trésoreries d'affaires sont en mauvais état. Deux facteurs tendent à les détériorer : l'alourdissement des stocks de produits finis qui, exprimés en semaines de production, remontent depuis bientôt six mois et le niveau historiquement bas des résultats d'exploitation. En sens inverse les coûts de production augmentent moins que les prix depuis neuf mois, les taux d'intérêt cèdent du terrain depuis un an et les dépenses d'investissement restent sévèrement contrôlées. En conséquence l'état est donc resté critique, mais la dégradation a été enrayée. Cet équilibre précaire risque cependant d'être rompu à tout moment par une dose supplémentaire d'austérité.

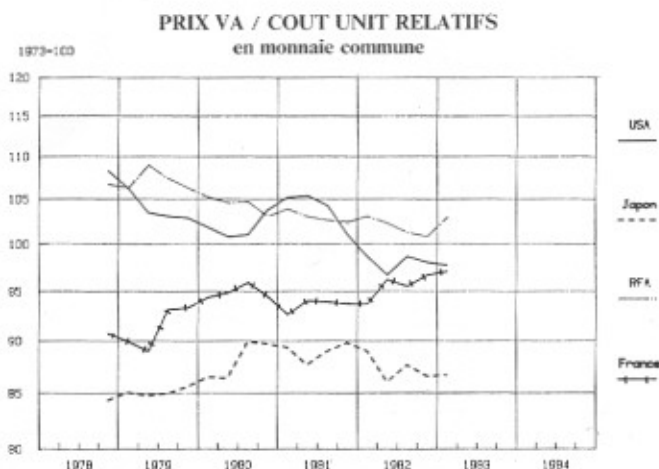
A l'heure actuelle les craquements se font sentir dans les secteurs les plus directement exposés aux restrictions budgétaires. Les entrepreneurs de BTP avaient escompté une amélioration à la fin de l'hiver, totalement démentie par la suite, et le jugement qu'ils portent sur leurs carnets de commandes est au plus bas. Les détaillants supportent en première ligne la réduction des achats de produits manufacturés : les chiffres portant sur l'été confirment les mauvais résultats de mai-juin. Selon la Banque de France leurs trésoreries accusent une sensible dégradation ; les stocks accumulés et la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, qui va résulter du paiement des soldes d'impôts, les incitent à réduire leurs passations de commandes.

D'autres signes viennent renforcer l'hypothèse que l'équilibre n'est plus réalisé. Les défaillances d'entreprises s'accroissent, les offres d'emploi continuent de baisser et surtout le chômage partiel connaît une montée rapide depuis mai.

Le refroidissement paraît donc inévitable. A court terme il facilite l'effort de désinflation, car une demande déprimée ne permet pas de relever les prix inconsidérément et la concurrence étrangère reste vive sur le marché intérieur. Il y a donc de bonnes raisons d'attendre de

meilleurs indices de prix pour les mois à venir et de se tenir très près des 9 % pour l'ensemble de l'année, d'autant que les relèvements de tarifs publics sont accordés au minimum. Il reste que cela ne facilite pas la reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises privées et publiques. En effet, maintenir l'évolution des coûts de production en deçà de celle souhaitée pour les prix nécessite une réduction des heures travaillées au rythme de 2 % l'an, à supposer que les salaires ne dérapent pas.

Une comparaison internationale peut être tentée sur ce point entre la France et ses principaux partenaires. Les calculs réalisés par le Fonds monétaire international permettent d'appréhender séparément l'évolution relative des coûts et des prix d'un pays par rapport à ceux de ses concurrents, les uns et les autres étant exprimés dans une monnaie commune. Avec toutes les précautions d'usage que suscite l'utilisation de données nationales rarement homogènes entre elles, il ressort que les coûts de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière ont bien baissé en France depuis 1980 en moyenne relativement aux autres pays, mais que ceci résulte essentiellement de la remontée des coûts américains, japonais, voire italiens. En revanche aucun avantage marquant n'est apparu vis-à-vis des Allemands et des Néerlandais, alors que les coûts belges se sont fortement réduits. La reprise qui s'amorce en RFA pourrait bien se traduire par un allègement des coûts unitaires creusant l'écart avec les nôtres.



Si l'on rapporte l'évolution des valeurs ajoutées unitaires à celle des coûts, on obtient un indicateur sommaire des tendances respectives des profits par unité produite (voir graphique). En gardant à l'esprit qu'à l'étranger il y a eu une dégradation de la part des profits dans la valeur ajoutée, la situation française apparaît alors en voie de relatif redressement. Mais encore une fois doit-on remarquer que les tendances risquent maintenant de s'inverser du fait d'une vive progression des profits aux États-Unis et d'une amélioration très probable en RFA.

Les dévaluations successives du franc, héritage du passé et résultat du décalage conjoncturel, mettent notre pays à même d'accroître ses parts de marché dans une demande mondiale rafferme. La conjoncture s'en trouvera moins malade. Il n'est pas sûr que les structures y puisent de quoi être suffisamment consolidées.

Philippe SIGOGNE.
Directeur du département
des Diagnostics à l'OFCE

FRANCE

La consommation des ménages en produits industriels s'est établie en juillet et août à 19,95 et 19,97 Mds de F 70. Il n'y a pas eu d'effondrement au cours de l'été. Principale responsable, l'automobile qui réalise d'excellentes ventes durant ces deux mois (186 000 immatriculations en juillet et 173 000 en août). Hors automobile, les achats se stabilisent par rapport au deuxième trimestre. Une évolution que ne laissent pas totalement prévoir les enquêtes auprès des détaillants devenus très pessimistes après la chute de 2,1 % intervenue en début d'année.

En hausse de 6,2 % de décembre à juillet, les prix des produits manufacturés n'avaient pas joué leur rôle habituel de frein sur l'ensemble des prix. En effet, les rattrapages consécutifs à la sortie du blocage, la hausse des matières premières, puis la dévaluation ont cumulé leurs effets sur cette période. Compte tenu du niveau de la demande intérieure et des prix pratiqués par les concurrents étrangers, un ralentissement, déjà sensible en août, paraît engagé, sans doute plus marqué que ce qu'annonçaient des industriels en juin (0,8 % par mois au troisième trimestre).

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 2,5 % au deuxième trimestre. Ce résultat confirme le net ralentissement du coût salarial unitaire dans l'industrie (moins de 3 % de hausse en trois trimestres) intervenu depuis la rentrée 1982. Le freinage des salaires a été en effet accompagné par des gains de productivité relativement élevés (autour de 2 % par trimestre sur la même période) résultant de la bonne tenue de la production industrielle et des baisses d'effectifs et de durée du travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi est resté à nouveau pratiquement stable en août (2 035 400 contre 2 033 100 en juillet - cvs), soit + 0,1 %. Dans le même temps, les mises en pré-retraite continuent de s'accroître, tant dans le cadre de l'allocation conventionnelle du FNE (79 971 le mois dernier et 77 696 en juillet) que des contrats de solidarité (180 204 contre 171 475). Quant aux effectifs salariés ils avaient baissé de 0,2 % au 2^e trimestre (- 0,6 % dans l'industrie y compris le bâtiment), et les industriels envisageaient de nouvelles réductions au cours de l'été.

Le déficit du commerce extérieur s'établit en août à - 389 millions (cvs). La hausse sensible des exportations (64,5 Mds) explique cette amélioration, alors que les importations plafonnent depuis le début de l'année. Les ventes à l'étranger progressent surtout pour les produits agricoles (céréales) et l'équipement automobile des ménages. Le redressement de notre balance commerciale est donc rapide depuis le début de l'année (déficit de 28 Mds au 1^{er} trimestre, 17 au second et très probablement inférieur à 10 au troisième). L'amélioration de la balance des opérations courantes constatée au deuxième trimestre (8 Mds de déficit contre 26,1 Mds au 1^{er} trimestre) ne devrait pas être remise en cause.

ÉTRANGER

La reprise amorcée aux États-Unis il y a 8 mois apparaît légèrement plus rapide que les précédentes : quoique plus faible que celle de juillet, l'augmentation de la production industrielle est encore en août de 0,9 %. En effet, les productions de matériel militaire, de matériaux de construction et de biens d'équipement ménager ont fortement augmenté ; ces deux dernières reflètent la poursuite d'un rythme élevé de mises en chantier de logements qui a culminé à 1,9 million en août. En revanche, la production automobile a fléchi.

Aux États-Unis les ventes au détail ont plus reculé en août (- 1,4 %) qu'en juillet (- 0,2 %), ce qui ramène à 1,5 % leur progression réelle depuis le début de l'année. Depuis deux mois, les ventes d'automobiles s'effectuent à un rythme plus lent qu'au deuxième trimestre. Cette pause se lit également dans les statistiques de dépenses de consommation qui ont reculé de 0,3 % en août ; la remontée du taux d'épargne se poursuit depuis juin, qui vient compenser la baisse enregistrée au printemps.

Le Pnb ouest-allemand s'est accru de plus de 1 % au deuxième trimestre 1983, après 0,5 % au premier, et a retrouvé son plus haut niveau depuis le dernier trimestre 1981. L'offre a été soutenue : la production industrielle s'est accrue de 1 % au premier trimestre, de 2,5 % au second. La production de bâtiments et de travaux publics a au deuxième trimestre (+ 7,7 %) plus que compensé la faiblesse du premier trimestre (- 4,2 %). Ces chiffres im-

pliquent que le mouvement de restockage s'est poursuivi au second trimestre avec une ampleur comparable à ce qu'il était au premier.

L'examen des comptes publics italiens pour 1983 montre qu'il sera difficile d'atteindre l'objectif de déficit fixé à 85 000 Mds de lires. Il repose en effet sur deux conditions : la réduction des transferts sociaux, qui semble dès à présent compromise, et le maintien des rentrées fiscales de TVA. Pour 1984 le projet de budget ajoute à l'action classique sur les entrées (la majoration de l'impôt indirect et des tarifs publics) celle sur les dépenses. Il s'agirait de réorganiser le système de transferts sociaux, notamment les retraites. De plus, le Fonds d'aide à l'investissement et à l'emploi pourrait être supprimé si l'objectif visé était la limitation du déficit à 100 000 Mds de lires.

Au Royaume-Uni, malgré une hausse de 0,7 % en juillet, la production industrielle n'a progressé que de 0,4 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents. Au cours de cette même période, la production manufacturière s'est accrue de 0,6 % (1 % pour les biens de consommation, 0,6 % pour les biens intermédiaires, mais - 0,4 % pour les biens d'équipement), tandis que la production d'énergie régressait de 0,3 %. Après une période de fort optimisme, les chefs d'entreprise sondés par la CBI réajustent leurs opinions : l'appréciation qu'ils portent sur le volume de leurs carnets de commandes et sur le niveau de leurs stocks apparaît plus modérée.

Le Pnb japonais s'est accru au deuxième trimestre 1983 de 0,9 %, légèrement plus que les autorités gouvernementales ne l'escomptaient, contre 0,2 % au premier trimestre. Les exportations ont été soutenues avec une contribution de 0,6 %. La forte expansion des dépenses publiques (contribution de près de 0,5 %) est en partie due à la concentration en début d'année des réalisations d'investissement. En revanche, la demande des ménages reste médiocre : la consommation repart faiblement (1 à 2 % l'an contre 4 % en rythme tendanciel). Enfin l'effondrement de l'investissement en logement (contribution de - 0,7 %) a plus que largement compensé la reprise qui s'était manifestée aux deux trimestres précédents.

Rédaction :

Michael COCKER, Sabine MATHIEU,
Vincent RADISSON, Daniel ROY.

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en février, juin et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi de chaque mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont édités par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Dans la revue et la lettre, les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles pourront s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1983		Lettre 10 n°/an	Revue 3 n°/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées aux Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 avec un chèque bancaire ou postal à leur ordre.	Tarif normal (institutions/entreprises)	115 F	170 F	250 F
	Tarif réduit (particuliers)	55 F	100 F	135 F
	Prix du numéro	8 F	55 F	